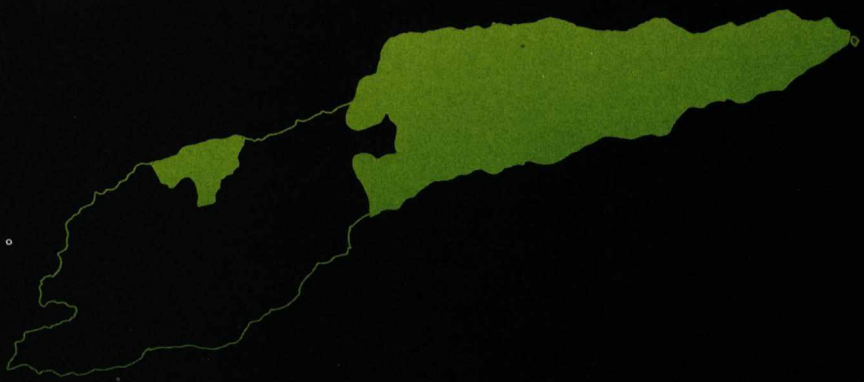
TL 1204

Avez vous entendu parler de



TIMOR ORIENTAL?

Timor
les faits fondamentaux

Timor est la plus orientale des iles de Nusa Tenggara dans l'archipel indonésien, située à environ frois cents miles de Darwin, en Australie. Timor - Oriental comprend la partie la plus montagneuse de l'île, l'enclave d'Oecusse dans la partie occidentale et encore Atauro, une petite Île au nord de Díli - la capitalede Timor - Oriental et son principal port.

Timor - Occidental est une ancienne colonie hollandaise qui a été annexée à L'Indonésie après l'indépendance en 1945. Cependant, la division de l'île remonte avant les temps coloniaux quand l'île se sépara en deux royaumes. Bien qu'ils parlent le dialecte Bahasa Indonésien, beaucoup de timorais préfèrent s'exprimer en Tetum, en Portugais ou dans un autre des plus de trente dialectes qui existent. Le catholicisme s'est généralisé, mais les anciennes traditions animistes persistent.

Un passé colonial.

Les navigateurs portugais sont arrivés à Timor au XVI ème siècle. De la même façon que les chinois et les marchands de l'Ouest de l'archipel avant eux, les portugais ont aussi vu dans lîle une abondante source de santal. Pendant les deux siècles suivants l'influence portugaise s'est limitée à des actions missionnaires et ce n'est qu'au XVIII siècle que s'y est fixé un siège gouvernemental. Peu après, face au conflit contre les hollandais pour le contrôle du commerce du santal, les portugais se sont retirés dans la partie orientale de Timor. Jusqu'à la fin du XIX siècle, l'autorité portugaise n'a jamais été forte son contrôle était souvent repoussé avec efficacité par les *"liurai"*, les dirigeants natifs de l'île. Les missionnaires dominicains se sont aussi engagés dans des révoltes et dans l'opposition au gouvernement.

Une série de rébellions sanguinaires entre 1894 et 1912 ont fini par mener à une "pacification" effective. Cependant le commerce du santal diminua et, le Portugal entrant dans une phase de déclin après la Première Guerre Mondiale, Timor - Oriental est tombé dans l'abondon économique, se faisant noter à peine par sa modeste production de café de haute qualité et comme lieu de destination lointain pour les exilés politiques.

Malgré la neutralité du Portugal, pendant la Deuxième Guerre Mondiale 20.000 soldats japonais occupèrent Timor - Oriental. Plusieurs centaines de soldats australiens ont mené une guérilla, tuant 1500 japonais et faisant prisonniers les autres. Le succès de cette opération n'a été possible qu'avec l'appui des timorais orientaux pour lesquels le prix a été très lourd. Les japonais ont détruit des villages entiers. Ils volèrent les vivres et exécutèrent les timorais qui vivaient dans les régions où les australiens menaient leurs opérations. Les fermes des zones en guerre ont été abondonnées ce qui provoqué la famine. En ajoutant à cela les morts causées par les bombardements aériens qui avaient por but la capture de l'île, plus de 40.000 timorais sont morts avant la fin de la guerre.

Le Portugal a repris le contrôle de l'île après la guerre malgré la tendance génerale pour la décolonisation. La caractéristique la plus notable de l'administration portugaise fut l'abandon, les infrastructures de la santé et de l'éducation étaient pratiquement inexistantes et il y avait très peu de routes hors de Dili.

Cependant, après la guerre, Timor - Oriental a pu voir une amélioration dans son économie et une stabilité relative, exception faite d'une rébellion en 1959 très rapidement étouffée et d'une élite cultivée avec des aspirations nationalistes avoir commencé à surgir pendant les années soixante. La nature du colonialisme a toujours été repressive et objet de critique internationale.

La guerre civile et l'invasion par l'Indonésie.

"La révolution des Oeillets" le 25 avril 1974, qui a destitué le régime de Marcelo Caetano, a hâté la formation d'une quantité de partis politiques à Timor - Oriental tout de suite après que le procesus tardif de décolonisation ait commencé. Les deux partis les plus populaires étaient l'Union Démocratique de Timor (UDT) et le Front Révolutionnaire pour l'Indépendance de Timor - Oriental (FRETILIN). L'Association Populaire et Démocratique de Timor (APODETI), qui était financée par l'Indonésie et qui n'a jamais eu plus de trois cents supporters, était la seule à être en faveur de l'intégration dans l'Indonésie. Aussi bien pour l'UDT que pour FRETILIN l'indépendance était l'objectif principal et bien qu'ayant prévu un calendrier différent, ils ont formé, au début, une coalition qui par la suite s'est défait non pas à cause d'une idéologie différente et incompatible mais plutôt d'une posture débile et ambigüe de la part du Portugal et d'une campagne de déstabilisation de la part de l'Indonésie.

Tous les pays ont droit à l'indépendence, pas d'exception pour le peuple de Timor... Quelque soit le gouvernement de Timor après son indépendance, on peut être sûr que le gouvernement de l'Indonésie fera tout pour maintenir de bonnes relations d'amitié et de coopération pour le bien des deux pays.

Adam Malik, Ministre des Affaires Etrangères, 17 juin 1974.

Préoccupés par les rumeurs répandues par Jacarta que le FRETILIN était infiltré de communistes et préparait un coup d'état, les leaders de l'UDT ont organisé un "contre-coup" au début du mois d'août 1975, en occupant les lieux clés, ils ont déclaré qu'ils désiraient l'indépendance mais aussi une union avec le Portugal. Quelques jours plus tard la réponse du FRETILIN a provoqué le début de conflits acharnés. Plus nombreux et avec un meilleur équipement, le FRETILIN a réussi à prendre le contrôle de la colonie en à peine trois semaines. A peu près 3000 personnes sont mortes pendant la guerre civile, bien que le FRETILIN ait continué à reconnaître la souveraineté Portugaise, le refus du Portugal à continuer le processus de décolonisation fit que le FRETILIN assuma le gouvernement de facto.

Pendant ce temps l'Indonésie effectuait des manoeuvres militaires sur la frontière de Timor - Oriental, se heurtant à une forte résistance . Bien que le ministre indonésien des Affaires Etrangères, Adam Malik, ait garanti par écrit que l'Indonésie ne revendiquerait pas le territoire et appuierait le droit de Timor - Oriental à l'autodermination, son gouvernement se préparait pour prendre le pouvoir. La crainte d'une réaction hostile de la part de la communauté internationale a été atténuée par les encouragements positifs de Gough Whitlam, premier-ministre australien. Afin de soutenir le mensonge que la guerre civile n'était pas terminée et que le FRETILIN éfait responsable des atrocités croissantes et de la fuite de milliers de réfugiés vers Timor - Occidental, les soldats indonésiens ont assassiné cinq journalistes de la télévision australienne. Les gouvernements occidentaux, avec leurs réseaux d'informations, avaient connaissance de la véritable situation et savaient parfaitement ce qui était en train de se passer. Le 28 novembre, s'efforçant d'attirer l'appui international alors que l'invasion s'installait, le FRETILIN a déclaré unilatéralement l'indépendance et a proclamé la République Démocratique de Timor - Oriental.

Le 7 décembre 1975, l'Indonésie a attaqué par mer et par air la capitale, Dili. Des centaines de timorais et de chinois ont été abattus indistinctement dans les rues, ceci en plus de quantités d'exécutions

publiques. Des renforts substantiels ont écrasé la forte résistance qui opérait à Dili. Le 25 et le 26 décembre on a constaté des débarquements à Liquiça et à Maubara qui ont causé de nouveaux massacres dans la population. En février 1976, le vice-président de Timor-Oriental nommé par l'Indonésie a admis que 60,000 personnes étaient mortes depuis l'invasion. Comme résultat de ces atrocités et d'autres qui ont suivi, des villes entières et les villages voisins ont été abandonnés à la recherche de régions sûres derrière les lignes du FRETILIN. Ce tourbillon a dû provoquer le déplacement de plus d'un demi million de personnes. En avril 1976, il y avait à Timor-Oriental 32,000 soldats indonésiens en plus de 10.000 de Timor-Occidental. Le 31 mai, les autorités militaires indonésiennes ont convoqué une "assemblée du peuple" et les vingt huit délégués de ce corps non-élu ont approuvé une pétition qui exigeait l'intégration. Le 17 juillet, le président Suharto a signé la loi qui intégrait Timor-Oriental comme la 27ème province de l'Indonésie.

Guerre et résistance

Malgré leurs ressources très supérieures, pendant les premiers mois les forces indonésiennes ont été durement atteintes et ont réussi seulement à occuper les zones côtières et frontalières. Les avions anti-guérilla que l'Indonésie acquit après 1977 ont été une pièce fondamentale dans la campagne d'encerclement et d'anéantissement. Le gouvernement américain a foumi les avions les plus importants (OV10-Broncos, F5 et A4), de même que les avions de transport, les voitures blindées et une quantité énorme de fusils, mitraillettes, et les équipements de communication. L'indonésie a aussi acheté des "Sabres" à la Malaisie, des hélicoptères à la France et des avions de chasse à l'Angleterre. Les régions montagneuses où les populations se sont réfugiées ont été fortement bombardées, empêchant la culture des champs. Ainsi en plus des blessures, des maladies et des déplacements apparût la

Les Etats-Unis ont voulu ce destin pour Timor et ont travaillé dans ce sens. Le Département d'Etat a voulu une inefficacité complète et totale des Nations Unies dans la concrétisation des mesures prises. On m'a confié cette mission et je l'ai accomplie avec un succès assez considérable.

Daniel Patrick Moynihan, Ambassadeur aux Nations Unies.

famine. En 1978 et 1979, des milliers de timorais orientaux ont abandonné les montagnes. Des communautés entières ont été séparées de force et se sont dirigées vers les "villages stratégiques". Cette situation fut comparée avec le Biafra pendant la guerre civile au Nigéria par les équipes de secours qui ont été autorisées à participer à une opération d'aide limitée. D'une population de 700,000 personnes on présume que 200,000 soient mortes.

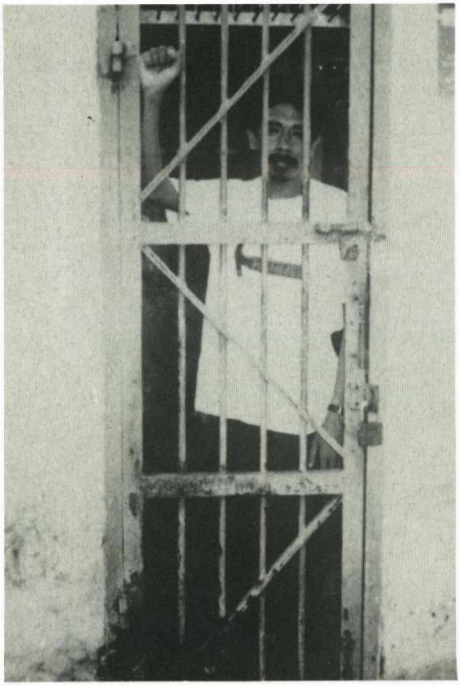
En 1979, les indonésiens contrôlaient tout le pays et croyaient que le FRETILIN avait subi une défaite totale - presque tous les leaders étaient morts ou avaient été faits prisonniers. Cependant, à l'Est quelques *guérilleros* ont survécu et se sont réunis sous le commandement de Xanana Gusmão. En 1980, la résistance recomença ses opérations, des petites unités qui faisaient une guérilla de défense classique. Sans aucun appui extérieur, les forces armées de libération de Timor Oriental les Falintil (forces armées de libération de Timor Oriental) ont survécu à de nouvelles opérations militaires en 1981, 1983-84, 1986-87, 1988 et 1990, et réussi à créer des liaisons avec la population des villages stratégiques, ainsi qu'avec Dili et d'autres villes.

Malgré un cessez-le-feu en 1983, lorsque le commandant militaire indonésien établit des pourparlers avec Xanana Gusmão, les forces militaires indonésiennes ont intensifié la répression. Elles ont recruté des civils pour former la ligne de front des troupes pour ce qu'elles ont appelé les opérations de "barrière de jambes" pour débusquer les guérilleros. La surveillance s'est amplifiée et à ceux qui étaient suspects

de colaborer avec la résistance on appliquait un traitement brutal. Ceux qui se rendaient étaient très souvent exécutés immédiatement, il y a eu des cas où des centaines de civils ont été froidement massacrés. Il existe des documents qui témoignent de nombreux cas d'assassinats, de "disparitions", de viols et de prisionniers politiques.

La société a été encore plus affectée avec le regroupement de 90% de la population brisant des liens qui dépendaient du lieu de résidence. À peine 20% des villages occupent les sites antérieurs. Les nouveaux villages on été construits loin des anciens, près des routes et des carrefours. Les limitations de déplacements étaient si sévères que seul les terrains autour des villages pouvaient être cultivés - rapidemente par excès de culture la terre ne produisait plus et la famine s'est généralisée. En plus des regroupements, des milliers d'indonésiens ont occupé les terre d'où les timorais avaient été expulsés. En tout 100,000 migrants indonésiens sont arrivés, ils travaillent dans les bureaux, dans le commerce et sont les propriétaires des boutiques; l'objectif est de diluer la population indigène. Les timorais sont incités à participer à un programme de planning familial financé par la Bamque Mondiale. L'administration civile a aussi été occupée par un personnel militaire, les secteurs principaux de l'économie sont gérés par le monopole militaire corrompu, laissant les timorais sans beaucoup de possibilités d'emploi.

Timor-Oriental a été isolé du reste du monde et les visites qui se sont réalisées ont été minutieusement préparées. La tenacité de la résistance timoraise a mené à un cercle vicieux dans le sens q'une force militaire croissante en- durcissait l'opposition po- pulaire. Devant la défaite des tentatives de pacification et les protestati- ons mondiales sur l'isolement de Timor-Orien- tal, les autorités indonésiennes ont été obli- gées d'ouvrir le territoire sur l'extérieur. On a permis l'entrée aux touristes et les journalistes n'ont plus eu besoin de de- mander une autorisation spéciale.



Je serais d'accord pour que le territoire soit donné à une administration des Nations Unies comme premier pas afin de trouver une solution définitive. Je l'ai affirmé et je répète que je suis intéressé à discuter n'importe quel plan qui puisse aboutir à une solution, sous la supervision des Nations Unies et avec la signature d'un cesser le feu.

Xanana Gusmão, interviewé par Robert Domm, 27 Septembre 1990

Les puissances occidentales et la position des Nations Unies

Le 22 décembre 1975, huit jours après l'invasion indonésienne, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a exigé par unanimité au "Gouvernement d'Indonésie qu'il retire sans plus attendre ses forces du Territoire". La résolution exigeait à "tous les États de respecter l'intégrité de Timor-Oriental, ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination en accord avec la Résolution de l'Assemblée Générale 1514 (XV). Défiant la résolution des Nations Unies, le Ministre des Affaires Etrangères d'Indonésie a nié l'existence de troupes régulières et affirmé que les forces anti-FRETILIN étaient appuyées par des volontaires. L'unique effort positif d'intervention des Nations Unies fut une tentative de visite d'un envoyé en Février 1976, laquelle a été efficacement sabotée par l'Australie.

Jusqu'en 1982 l'Assemblée Générale a approuvé des resolutions annuelles sur Timor-Oriental proposées par les cinq anciennes colonies portugaises en Afrique et par le Portugal. Les U.S.A. se sont abstenus en 1975 abstenus et ont voté contre depuis 1976. L'Australie, le premier pays occidental qui ait reconnu l'annexion par l'Indonésie, d'abord "de facto" puis "de jure", vota en faveur de Timor-Oriental en 1975, s'est abstenue en 1976 et 1977, et a voté contre à partir de ce moment là. Avec quelques exceptions, les pays occidentaux, y compris le Royaume Uni, se sont abstenus. La plupart des pays occidentaux et des anciens pays de l'Est n'étaient pas disposés à nuire à leurs relations économiques avec l'Indonésie en échange d'un appui à l'autodétermination de Timor-Oriental. En 1982, la résolution 37/30 fut approuvée avec 50 votes contre 46, ce qui détermina que le Secrétaire-Général initie les consultations avec toutes les parties directement concernées.

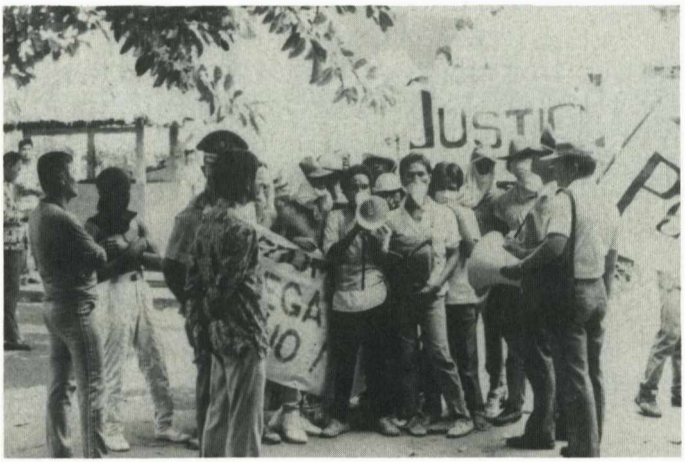
Cependant le Portugal et l'Indonésie ont été les seuls a être consultés. L'ancien Secrétaire des Nations Unies, Perez de Cuellar, a ignoré les exigences faites pour qu'on entende les représentants du peuple timorais, et il informait annuellement l'Assemblée Générale que les conversations continuaient. En réalité elles étaient dans une impasse -

l'Indonésie refusa l'inclusion de la question de l'autodétermination et, alors que le Portugal craignait que les conversations soient interrompues, aucun autre pays ne prît l'initiative d'empêcher que ce cas se noie dans un bourbier d'inertie. En conséquence aucune autre résolution n'a été présentée et l'Assemblée Générale s'est retrouvée effectivement silencieuse.

Cependant Timor-Oriental n'est pas une terre sans valeur. Au nord de l'île se situent les profonds canaux des détroits de Ombar-Wetail qui ont une importance stratégique vitale; au sud se situe le Timor-Gap, une plateforme maritime entre Timor e l'Australie où l'on a découvert d'énormes réserves de pétrole. En 1978, comme condition pour signer un accord sur cette plateforme l'Australie avait reconnu "de jure" l'intégration. La position pragmatique de l'Australie et des U.S.A. a été cruciale dans l'influence des attitudes occidentales et a contribué substantiellement pour le manque de force et de volonté politique des Nations Unies. En plus les U.S.A. ont pressé quelques pays à changer le sens de leur vote, comme ce fut le cas de la petite et pacifique île de Vanuatu, sous menace de lui être retirée l'aide qu'elle recevait. En même temps les nations occidentales et la Banque Mondiale ont donné une aide très importante à l'Indonésie. En 1991 celle-ci s'élevait à 4,75 mille millions de dollars.

Amnistie internationale et Asia Watch, bien qu'elles n'aient pas été autorisées à visiter Timor Oriental ont publié des rapports réguliers qui informent sur le manque de respect pour les Droits de l'Homme. La Sous-Commission des Nations Unies pour la Prévention et la Protection des Minorités, formée par des experts indépendants, a approuvé plusieurs résolutions condamnant cette situation.

Malheureusement, l'organisme principal, la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, formée par les représentants des États, n'a pas eu la volonté politique pour agir en accord avec ces recommandations. En 1990, l'Indonésie fut élue membre de la Commission.



Quand on emmène des gens en prison, la première chose qu'on leur fait c'est les battre. J'ai reçu des lettres de prisionniers et d'anciens prisonniers qui me racontent tous les genres de tortures, les chocs électriques, les brûlures des organes génitaux avec des cigarettes, des plongeons dans des barriques d'eau gelée et des coups de fouets jusqu'à ce qu'ils disent être des colaborateurs du FRETILIN

Monseigneur Ximenes Belo, 11 Février 1993.

Le massacre de Santa Cruz

La fragile et insignifiante ouverture de Timor-Oriental a permis que la résistance urbaine adopte une tactique politique plus ouverte. Bien que la visite du Pape en 1989 ait eu l'intention de montrer que Timor-Oriental n'était plus un problème d'insécurité et que la population avait accepté l'intégration, la Messe Papale s'est terminée une manifestation en faveur de l'indépendence qui a fait la une de tous les journaux du monde. Deux autres manifestations en janvier et septembre 1990 se sont achevées en heurts entre étudiants et soldats. La résistance non-armée a joué un rôle important en collaborant avec la résistance armée - l'organisation du mouvement clandestin est si grande que Robert Domm, un avocat australien , a réussi à tromper la surveillance indonésienne et à rencontrer Xanana et à l'interviewer.

Après 1985, les contacts établis entre le Portugal et l'Indonésie se concentrèrent surtout sur la façon comme devrait s'effectuer une visite des députés portugais à Timor-Oriental. Malgré les divergences diplomatiques existantes les deux parties ont finit par fixer la visite des députés portugais à Novembre 1991. Les timorais se préparant alors pour profiter de cette visite et affirmer leur opposition, les menaces de mort et la répression augmentèrent dans le but d'éviter toute espèce de contact entre la population et les portugais. Peu avant le départ de la délégation, la visiste fut indéfiniment reportée car l'Indonésie n'acceptait pas la présence, dans la délégation, d'une journaliste australiene. Le 12 Novembre, après avoir assisté à une messe en mémoire d'un activiste indépendent, les manifestants marchèrent dans les rues jusqu'au cimetière de Santa Cruz. Les soldats ont tiré délibérément sur la foule tuant entre 75 et 200 personnes. Le film de ce massacre, témoigné par plusieurs journalistes étrangers, a été amplement divulgué et a provoqué indignation dans le monde entier.

Les autorités indonésiennes ont essayé de justifier tant bien que mal tous ces morts en disant qu'il s'agissait d'un acte isolé et attribuant ce fait à des agitateurs. Malgré toutes ces tentatives, les pays occidentaux

condamnèrent ce massacre et pressèrent le gouvernement indonésien de telle forme que celui-ci finit par prendre une initiative sans précédent: créer une commision d'enquête et juger plusieurs militaires en conseil de guerre. Cependant aucun pays ne changea sa position officielle quant à Timor-Oriental. Le 19 décembre, l'Australie et l'Indonésie ont signé un traité définitif sur la production de pétrole dans le Timor-Gap. Le 2 Février 1992, l'Angleterre a vendu un navire d'approvisionnement à la marine indonésienne, la British Aérospace se prépare à lui livrer également une commande de jets Hawk. La vente d'armes s'accroît.

En Mars, la commission pour les Droits de l'Hommes des Nations Unies n'hésita pas à condamner le massacre et félicita le gouvernement indonésien pour avoir pris quelques mesures. Malgré le refus de l'aide hollandaise, car la Hollande se préparait à conditionner cette aide à la défense des droits de l'homme, l'Indonésie a reçu une aide énorme de 5 mille millions de dollars.

La répulsion internationale vis à vis du massacre de Santa Cruz obligea le président Suharto à prendre une attitude "impartiale" faisant juger des militaires timorais et indonésiens. En rálité, les timorais qui s'étaient manifestés pacifiquement à Jacarta ont été condamnés à 9 ou 10 ans de prison tandis que les soldats indonésiens qui avaient tiré sur la foule sans défense furent punis de quelques mois de prison à peine. Ceux qui ont été jugés à Dili ont eu des condamnations encore plus graves, entre 15 ans et la prison perpétuelle. Les corps de ceux qui ont été assassinés lors du massacre n'ont pas été rendus aux familles en deuil. Timor-Oriental, malgré les versions officielles, continue à soufrir les représailles militaires. On sait qu'après le massacre, il y a eu d'autres exécutions.

Les conversations de l'O.N.U. et l'arrestation de Xanana

Face au massacre de Santa Cruz et au rôle joué par l'O.N.U. pour résoudre les conflits régionaux, l'illégalité de l'annexion de Timor-Oriental par l'Indonésie pouvait difficilement être oubliée. Les négociations préliminaires entre le Portugal et l'Indonésie préparèrent le terrain pour des conversations sérieuses aux Nations Unies à New York le 17 Décembre 1992, celles-ci devaient ouvrir les portes à la participation de timorais dans "les conversations d'approche". On pensait alors que le Secrétaire Général Boutros-Ghali se préparait à consulter les leaders timorais, surtout Xanana Gusmão et Monseigneur Ximenes Belo, chef de l'Église catholique de Timor-Oriental.

Cependant, avant que les conversations de New-York se réalisent, Xanana Gusmão a été arrêté dans les faubourgs de Dili par les forces de sécurité indonésiennes le 20 Novembre.

Avec lui, plusieurs membres de sa famille et des amis chez qui il avait logé furent également emprisonnés.

Les organisations clandestines furent obligées de se dissoudre publiquement et les militaires donnèrent de fausses informations affirmant que beaucoup de résistants s'étaient rendus. Xanana lui-même fut exhibé à la télévision pendant plusieurs interviews où il renonçait à la lutte pour l'indépendence et affirmait que Timor-Oriental faisait partie de l'Indonésie. Ce brusque changement de comportement et d'opinion fit que beaucoup d'observateurs, notamment Monseigneur Ximenes Belo, l'attribue à la force et/ou à la torture. Malgré toutes les exigences internationales pour la libération de Xanana, celui-ci a été accusé de "rébellion, de conspiration et de tentative de former un État indépendant" et aussi de "port illégal d'armes à feu". La peine pour cette dernière accusation peut aller jusqu'à la prison perpétuelle, tandis que les autres accusations vont jusqu'à la peine de mort. Le jugement commença en Février 1993.

Bien que la résistance timoraise ne se limite pas à Xanana, sa capture a été un échec. Les conversations de New-York furent infructueuses et n'ont obtenu qu'un accord pour une nouvelle rencontre à Rome en Avril de cette année. Les indonésiens se sont limités à dire qu'il n'y avait rien à discuter car les timorais orientaux avaient demandé le droit d'être indonésiens par le vote obtenu à "l'Assemblée du Peuple". Bien que le Sécretaire Général semble être solidaire avec la lutte du peuple de Timor-Oriental, il n'a cependant jamais prononcé ouvertement ses critiques à l'Indonésie - rapports sévères comme celui de l'envoyé spécial Amos Wako, qui a visité Timor-Oriental en Février 1992, n'ont encore été publiés. Dans ces circonstances, les conversations entre Portugal et l'Indonésie

pourront s'arrêter de nouveau.

Arrestations, tortures, assassinats et disparitions continuent à être des lieux communs. Jusqu'a ce que les timorais puissent faire un vrai choix d'autodétermination il n'y aura pas de solution du problème de Timor Oriental acceptable par la Communauté internationale.

Mars 1993

Fiche Technique

Auteur: British Coalition for East Timor (BCET)
PO Box 2349, London EI 3HX

Édition: Comissão para os Direitos do Povo Maubere - CDPM
Rua Pinheiro Chagas, 77 - 2.º Esq.
1000 LISBOA

Traduction: Idalina Francisco

Conception Graphyque: Gabriela Tasso

Composition: Ponto 2 - Artes Gráficas, Lda.

Impression: Imprensa Municipal

Coordination: Câmara Municipal de Lisboa - Divisão de Bibliotecas e Documentação
Vanda de Freitas

Depósito Legal n.º 68 923 — 2000 ex.

LISBOA
CÂMARA MUNICIPAL
CULTURA

COMISSÃO PARA OS DIREITOS DO POVO MAUBERE

Have you heard about

Exposition en Portugais accompagnée par information écrite en Anglais, Français, Espagnol, Allemand et Portugais.

Já ouviu falar de

EAST TIMOR?

TIMOR LESTE?

Haben sie sehon von

R. de S. Bento, 182 - 184
LISBOA - Tel. 60 57 02

17 Août
au
18 Septembre

1993

¿ Ha oído hablar de

OSTTIMOR GEHÖRT?

TIMOR LESTE?